

**Communiqué de presse
Paris, le 1 mai 2026**

Le service de la diplomatie publique de l'Ambassade de la République islamique d'Iran en France souhaite porter à la connaissance des médias et de l'opinion publique les points suivants:

Aperçu général des événements des derniers jours

Au soixante-troisième jour de l'agression militaire des États-Unis et du régime sioniste contre la République islamique d'Iran, l'évolution politique, juridique et économique de la guerre met plus que jamais en lumière l'échec stratégique des agresseurs contre le territoire et le peuple iraniens.

Au niveau des positions officielles, le Guide suprême de la Révolution islamique a souligné qu'« un nouveau chapitre du golfe Persique et du détroit d'Ormuz » est en train de s'écrire, qualifiant la présence militaire américaine de principal facteur d'insécurité dans la région et décrivant l'avenir de cet espace stratégique comme « un avenir sans les États-Unis et au service du progrès des peuples de la région ». Le Président de la République et les chefs des trois pouvoirs, dans leurs messages respectifs à l'occasion de la Journée nationale du golfe Persique, ont rappelé l'expulsion des Portugais et d'autres puissances coloniales du golfe Persique et du détroit d'Ormuz, en insistant sur le fait qu'aujourd'hui, en exerçant sa gestion sur le détroit d'Ormuz, l'Iran doit et peut assurer la sécurité collective du golfe Persique sans la présence de forces d'ingérence extra-régionales.

Sur le plan international, la pression de l'opinion publique et le coût croissant de la guerre affectent fortement la situation intérieure aux États-Unis et une grande partie des pays occidentaux. À Washington, lors de la première audition du secrétaire à la guerre devant le Congrès, plusieurs parlementaires l'ont interpellé avec virulence sur la fermeture du détroit d'Ormuz, les pertes humaines, l'érosion des stocks de missiles et la flambée des prix des carburants ; à l'extérieur même du Capitole, des manifestants l'ont qualifié de « criminel de guerre » et lui ont lancé : « Combien de soldats américains doivent mourir pour Israël ? ». Dans le même temps, le général à la retraite Wesley Clark a reconnu que les États-Unis ont perdu de nombreux radars dans cette guerre, que les stocks de missiles Tomahawk sont tombés à moins de 50% et qu'un tiers des capacités d'interception des missiles balistiques ainsi que la moitié des missiles de haute altitude du système THAAD ont été utilisés ; selon lui, la reconstitution de ce potentiel prendra « plusieurs années ».

Sur le front de l'opinion publique occidentale, un nombre croissant de responsables politiques et d'experts présentent la guerre contre l'Iran comme le résultat de la forte pression d'Israël et de son lobby, et non d'une menace immédiate et réelle et avertissent que le blocus maritime des ports iraniens pèse, plus qu'il ne met Téhéran sous pression, sur la vie de la classe ouvrière américaine et de la majorité des électeurs. Les analyses disponibles montrent en outre que le chiffre annoncé par le Pentagone ne constitue que « la partie émergée de l'iceberg » et qu'en tenant compte des effets inflationnistes, de la reconstruction des bases, de la prise en charge des anciens combattants et des intérêts de la dette, la charge financière de la guerre pourrait atteindre des centaines de milliards, voire mille milliards de dollars.

Les répercussions de la guerre sur le marché de l'énergie et l'économie mondiale jouent également clairement en faveur de l'Iran et au détriment de l'axe États-Unis et Israël. Au cours des deux derniers jours, le prix du Brent a brièvement grimpé jusqu'à environ 126 dollars le baril au plus fort des tensions, avant de clôturer à des niveaux proches de 110 dollars ; l'indice européen du gaz naturel se négocie à environ 45% au-dessus de son niveau de l'an dernier et le prix de l'essence comme du gazole a augmenté de 15 à 25% dans de nombreux pays européens. La société Total Energies a annoncé qu'elle maintiendrait à l'arrêt 15% de sa production de pétrole et de gaz au Moyen-Orient tant que la stabilité ne serait pas rétablie dans le détroit d'Ormuz, ce qui montre clairement que le blocus maritime imposé par Washington perturbe avant tout les chaînes mondiales d'approvisionnement en énergie et pénalise les partenaires européens des États-Unis. Dans le même esprit, le chancelier allemand a explicitement reconnu que l'Europe « souffre lourdement des conséquences de la guerre contre l'Iran et de la fermeture du détroit d'Ormuz », situation qui pèse directement sur la sécurité énergétique et la performance économique de l'Allemagne et de l'Union européenne.

Parallèlement, l'Iran poursuit ses efforts diplomatiques pour mettre fin à l'agression et consolider un nouvel ordre dans le golfe Persique : les échanges intensifs entre le Président et le ministre des Affaires étrangères avec leurs homologues dans les pays de la région, d'Europe et d'Asie, les rencontres avec la présidente du Comité international de la Croix-Rouge et les démarches officielles auprès des Nations unies visent toutes à documenter les crimes de guerre commis par les États-Unis et le régime sioniste, à renforcer le consensus mondial contre la piraterie maritime et à défendre la liberté de navigation dans le détroit d'Ormuz.

Au niveau de l'opinion publique, qu'il s'agisse du message du président de la FIFA confirmant la participation de l'équipe nationale iranienne à la Coupe du monde 2026 ou des vastes marches organisées dans les villes iraniennes à l'occasion de la Journée nationale du golfe Persique, un ensemble d'indicateurs montre que l'esprit national et la cohésion interne de l'Iran se sont renforcés et que le récit de Téhéran sur les évolutions régionales est davantage entendu et accepté qu'auparavant par l'opinion publique mondiale.

1. Dernières déclarations des responsables iraniens

L'ayatollah Seyyed Mojtaba Hosseini Khamenei, Guide suprême de la Révolution : « Aujourd'hui, après deux mois de la plus grande expédition militaire et agression des puissances arrogantes du monde dans la région et après l'échec humiliant des États-Unis dans leurs desseins, un nouveau chapitre du golfe Persique et du détroit d'Ormuz est en train de s'écrire. L'une des faveurs incomparables accordées par Dieu Tout-Puissant aux peuples musulmans de notre région, et en particulier au noble peuple de l'Iran islamique, est la bénédiction que représente le "golfe Persique" : une grâce qui va bien au-delà d'une simple étendue d'eau, car elle a façonné une partie de notre identité et de notre civilisation, et, en plus d'être un point de jonction entre les peuples, a créé dans le détroit d'Ormuz puis en mer d'Oman une voie de passage vitale et unique pour l'économie mondiale. Ce capital stratégique a attisé, au fil des siècles, la convoitise de nombreux démons ; les occupations répétées par des étrangers européens et américains, l'insécurité, les dommages et multiples menaces imposés aux pays de la région ne sont qu'un aperçu des sinistres desseins des puissances dominatrices contre les



habitants de la région du golfe Persique, dont le dernier exemple a été les récentes démonstrations de force du Grand Satan.

Le peuple iranien, qui possède la plus longue façade littorale sur le golfe Persique, a consenti les sacrifices les plus importants pour l'indépendance de ce golfe et la lutte contre les étrangers et les agresseurs : de l'expulsion des Portugais et de la libération du détroit d'Ormuz – qui a servi de fondement au choix du 30 avril comme Journée nationale du golfe Persique – aux combats contre le colonialisme hollandais et aux épopées de résistance face au colonialisme britannique, et bien d'autres encore. Mais la Révolution islamique a constitué le tournant de ces résistances, en écourtant la mainmise des puissances arrogantes sur la région du golfe Persique.

Les peuples de la région du golfe Persique, qui, durant de longues années, s'étaient habitués au silence et à la soumission de leurs dirigeants face aux puissants et aux agresseurs, ont, au cours des soixante derniers jours, été les témoins directs des magnifiques manifestations de fermeté, de vigilance et de combat des vaillants marins de l'armée et du Corps des gardiens de la Révolution, aux côtés de l'ardeur et de la bravoure des habitants et des jeunes du sud de notre chère Iran, dans le rejet de la domination étrangère.

Aujourd'hui, par la grâce du Très-Haut et grâce au sang des martyrs opprimés de la troisième guerre imposée, en particulier celui du grand et clairvoyant leader de la Révolution islamique, que Dieu élève son rang, il est désormais établi, non seulement aux yeux de l'opinion publique mondiale et des peuples de la région, mais aussi pour les rois et dirigeants des pays, que la présence des étrangers américains, leurs bases et leurs nids dans les territoires du golfe Persique constituent le principal facteur d'insécurité dans la région, et que leurs bases factices ne sont même pas capables d'assurer leur propre sécurité, encore moins de garantir celle de leurs clients et américanophiles de la région. Avec l'aide et la puissance divines, l'avenir radieux de la région du golfe Persique sera un avenir sans les États-Unis, au service du progrès, du bien-être et du confort de ses peuples.

Nous partageons un "destin commun" avec nos voisins sur l'étendue du golfe Persique et de la mer d'Oman, et les étrangers qui, depuis des milliers de kilomètres, viennent y semer le désordre par cupidité n'ont d'autre place dans ces eaux que ses profondeurs. La chaîne de ces victoires, réalisée par la grâce du Dieu Très-Haut à l'ombre des politiques de résistance et de la stratégie d'un Iran puissant, sera l'annonciatrice d'un nouvel ordre pour la région et le monde.

Aujourd'hui, l'enthousiasme miraculeux du peuple iranien ne se limite pas à des dizaines de millions de personnes prêtes à sacrifier leur vie dans la lutte contre le sionisme et l'Amérique sanguinaire ; à l'avant-garde des rangs unis de la communauté musulmane ressuscitée se trouvent quatre-vingt-dix millions de compatriotes iraniens courageux et nobles, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, qui considèrent comme leur capital national l'ensemble des ressources identitaires, spirituelles, humaines, scientifiques, industrielles ainsi que les technologies de base et de pointe – de la nano- et biotechnologie au nucléaire et au missile – et qui les défendent comme ils défendent nos frontières maritimes, terrestres et aériennes.

En exprimant notre gratitude concrète pour la bénédiction que représente l'exercice de la gestion du détroit d'Ormuz, l'Iran islamique assurera la sécurité de la région du golfe Persique et mettra fin aux abus de l'ennemi hostile sur cette voie d'eau. Les règles juridiques et le nouveau régime de gestion du détroit d'Ormuz garantiront la tranquillité et le développement au bénéfice de tous les peuples de la région, et ses bienfaits économiques réjouiront le cœur de la nation, par la permission de Dieu, même si cela déplaît aux mécréants ».

Dr Massoud Pezeshkian, Président de la République :

« La responsabilité de toute forme d'insécurité dans le golfe Persique incombera aux États-Unis et au régime sioniste. Nos ennemis doivent savoir que le golfe Persique n'est pas un terrain pour l'imposition unilatérale de volontés étrangères, mais une partie intégrante du système des interactions internationales. La République islamique d'Iran, en tant que gardienne de la sécurité du golfe Persique et du détroit d'Ormuz, demeure attachée aux principes de la liberté de navigation et de la sécurité maritime, à l'exception des pays hostiles. La Journée nationale du golfe Persique est une occasion précieuse de rappeler cette vérité historique : cette voie d'eau fait partie intégrante de l'identité nationale des Iraniens et constitue le symbole de la résistance de la grande nation iranienne face aux anciens et nouveaux colonisateurs ».




Dr Massoud Pezeshkian a également déclaré :

« Le monde a été témoin de la tolérance et de la volonté de paix de l'Iran. Ce qui est aujourd'hui mené sous le nom de blocus naval n'est rien d'autre que la poursuite des opérations militaires contre une nation qui ne fait que payer le prix de sa résistance et de son indépendance. La poursuite de cette approche injuste est intolérable ».

 **Masoud Pezeshkian** @drp... · 14m
The world has witnessed Iran's tolerance and conciliation. What is being done under the guise of a naval blockade is an extension of military operations against a nation paying th...

Dr Mohammad-Baqer Qalibaf, président du Parlement :

« Trois jours se sont écoulés et aucun puits de pétrole n'a explosé. Nous pouvons prolonger ce délai à 30 jours et diffuser ici en direct les images des puits. Ce genre de recommandations absurdes, c'est ce que le gouvernement américain reçoit de personnes comme Bassant, qui ont également promu l'idée du blocus et ont fait grimper le prix du pétrole à plus de 120 dollars. Prochaine étape pour le prix du pétrole : 140 dollars ! Le problème ne tient pas seulement aux mauvaises idées, mais à la mauvaise manière de penser ».

 **MB Ghalibaf** | محمدباقر قالیباف @mb_ghalibaf X.com
3 days in, no well exploded. We could extend to 30 and livestream the well here. That was the kind of junk advice the US admin gets from people like Bessent who also push the blockade theory and cranked oil up to \$120+. Next stop: 140. The issue isn't the theory, it's the mindset.

Dr Mohammad-Baqer Qalibaf :

« En 1622, après 115 ans d'occupation, nous avons chassé les colonisateurs européens du golfe Persique et nous célébrons la Journée du golfe Persique en l'honneur de cette victoire. Aujourd'hui encore, en exerçant sa gestion sur le détroit d'Ormuz, l'Iran fera bénéficiaire lui-même et ses voisins de la précieuse bénédiction d'un avenir sans présence ni ingérence américaine ».

 **MB Ghalibaf** | محمدباقر قالیباف @mb_ghalibaf X.com
[Show translation](#)
در سال ۱۶۲۲ میلادی، پس از ۱۱۵ سال اشغال، استعمارگران اروپایی را از خلیج فارس بیرون انداختیم و روز خلیج فارس را به افتخار این پیروزی جشن می‌گیریم. امروز نیز ایران با اعمال مدیریت بر تنگه هرمز، خود و همسایگان را از نعمت ارزشمند آینده‌ای بدون حضور و دخالت آمریکا برخوردار خواهد کرد.

Dr Mohammad-Baqer Qalibaf :

« Si vous construisez deux murs, l'un de New York jusqu'à la côte ouest des États-Unis et l'autre de Los Angeles jusqu'à la côte est, la distance totale de ces deux murs serait de 7 755 kilomètres, soit encore mille kilomètres de moins que la longueur totale des frontières de l'Iran. Bonne chance pour tenter de mettre en blocus un pays qui possède une telle longueur de frontières ! Pour information à l'intention de Hegseth, secrétaire américain à la guerre : un kilomètre équivaut à 0,62 mille ».

 **MB Ghalibaf** | محمدباقر قالیباف @mb_ghalibaf X.com
If you build two walls, one from NYC to the West Coast and another from LA to the East Coast, the total length will be 7,755 km, which is still about 1,000 km short of Iran's total borders. Good luck blockading a country with those borders 😊
P.S. For Pete Hegseth: 1 km = 0.62 mi

Mohsen Ejei, président du pouvoir judiciaire :

« Le golfe éternellement "Persique", est la maison de la nation iranienne puissante et façonnatrice d'histoire. Dans la guerre récente, l'ennemi agresseur a clairement compris que le rapport de forces dans le golfe Persique penche en faveur de la nation et des forces de l'Iran islamique. L'Iran islamique a instauré un nouvel ordre dans le golfe Persique, et la structure précédente de sécurité empruntée et importée s'est aujourd'hui effondrée. En cette Journée du golfe Persique, nous honorons la mémoire de tous les dévoués au grand cœur de l'Iran islamique et des gardiens intrépides du golfe Persique, de Raïss Ali (Delvari) à Tangsiri ».

Seyyed Abbas Araghchi, ministre des Affaires étrangères :

« Aujourd'hui, en Iran, c'est la "Journée nationale du golfe Persique" qui rappelle l'expulsion des Portugais du détroit d'Ormuz par nos ancêtres il y a environ 400 ans. Le président des États-Unis emploie la dénomination correcte de "golfe Persique" et non la terminologie falsifiée du Pentagone ! En revanche, utiliser un autre nom à la place d'Ormuz est sans aucun doute, une "très grave erreur". »

Seyyed Abbas Araghchi : « Le pari de Netanyahu a, jusqu'à présent, coûté directement 100 milliards de dollars aux États-Unis, soit quatre fois plus que la somme annoncée. Les coûts indirects pour les contribuables américains sont bien plus élevés. La charge mensuelle pour chaque foyer américain a atteint 500 dollars et augmente rapidement. "Israel First" signifie toujours "America Last" ».

Esmail Baqaï, porte-parole du ministère des Affaires étrangères :

« La décision du gouvernement de Bahreïn de retirer la nationalité à un certain nombre de citoyens bahreïniens sous le prétexte fallacieux de leur solidarité avec la République islamique d'Iran et de leur rejet des crimes des États-Unis et d'Israël contre le peuple iranien constitue une violation flagrante des droits de l'homme et révèle l'approche discriminatoire des dirigeants de ce pays à l'égard de leur propre population ».

La Mission permanente de la République islamique d'Iran auprès de l'ONU :

« Les États-Unis ont instrumentalisé la Conférence d'examen du TNP en présentant l'uranium enrichi iranien comme une menace afin de détourner l'attention de leurs propres manquements et de ceux de leurs alliés en matière de désarmement nucléaire. Tout l'uranium enrichi de l'Iran a toujours été placé sous la pleine surveillance de l'Agence internationale de l'énergie atomique et il n'existe aucun

rapport faisant état de la diversion ne serait-ce que d'un gramme de matières nucléaires iraniennes. Le Conseil de sécurité des Nations unies, le Directeur général de l'AIEA et le Conseil des gouverneurs n'ont pas seulement omis de condamner ces attaques illégales, ils ont, à notre grand regret, pris des mesures qui ont inversé les rôles de victime et d'agresseur ».



Seyyed Abbas Araghchi @araghchi X.com

Today is Persian Gulf Day in Iran, marking our ancestors' expulsion of Portuguese from Strait of Hormuz 400 years ago.

POTUS uses the correct term "Persian Gulf", not the Pentagon's fake version. But calling Hormuz anything else is indeed a "terrible mistake".



Seyyed Abbas Araghchi @araghchi @Khabar_Four X.com

The Pentagon is lying. Netanyahu's gamble has directly cost America \$100b so far, four times what is claimed.

Indirect costs for U.S. taxpayers are FAR higher. Monthly bill for each American household is \$500 and rising fast.

Israel First always means America Last.



2. Les pertes causées par la guerre imposée américano-sioniste

Le ministre de la Santé, des Soins médicaux et de l'Éducation médicale :

« Au cours de la troisième guerre imposée, 40 000 blessés ont été soignés gratuitement ».

Ahmad Najatian, président de l'Ordre national des infirmiers :

« À la suite de l'appel lancé aux volontaires, 5 000 infirmiers retraités et étudiants se sont portés volontaires. Par ailleurs, grâce à la mise en œuvre du programme "Infirmier volontaire de quartier", 10 000 familles ont bénéficié à domicile de services infirmiers. Cette initiative, en réduisant les consultations non urgentes, a atténué la pression sur le service d'urgence 115 et permis de préserver la capacité opérationnelle des hôpitaux en situation de crise ».

3. Aspects juridiques

Dans le cadre du droit interne américain, la base principale du débat sur la poursuite de l'agression de ce pays contre l'Iran est la « War Powers Resolution » adoptée en 1973. Selon ce texte, le président des États-Unis ne peut maintenir les forces armées du pays dans une situation de « participation aux hostilités » pendant plus de 60 jours sans déclaration formelle de guerre ou sans autorisation spécifique d'usage de la force militaire délivrée par le Congrès. Passé ce délai, il doit soit obtenir l'autorisation explicite des représentants du Congrès, soit réduire le niveau des opérations à un point tel qu'elles ne tombent plus sous la définition de « conflit armé ».



Les journaux et think tanks américains, tels que le New York Times, Time et le Brennan Center for Justice, rappelant ce même texte, expliquent que, s'agissant de la guerre actuelle contre l'Iran, ce délai de 60 jours arrive à échéance aux alentours du 1er mai 2026 et que Trump se trouve contraint de choisir entre plusieurs scénarios : soit demander officiellement au Congrès une autorisation de guerre et la poursuite des opérations militaires, soit être amené à réduire de manière substantielle l'ampleur de la guerre et la présence des forces militaires, soit encore ignorer de facto la loi et accepter le risque de se placer dans une situation de violation manifeste de la War Powers Resolution.

De nombreux juristes et experts de politique étrangère aux États-Unis, notamment au Brennan Center for Justice ainsi que des chercheurs indépendants cités par des médias tels que la BBC et le site The Conversation, rappellent que l'approche de Trump à l'égard de l'Iran et des autres dossiers militaires repose sur l'extension maximale des prérogatives du commandant en chef et sur la volonté de contourner le rôle de contrôle du Congrès, notamment par un recours extensif à de vieilles autorisations d'usage de la force (AUMF) et à des interprétations controversées de la notion de « défense des forces ». Ces experts avertissent que si Trump poursuit les opérations militaires contre l'Iran sans adopter un nouveau fondement juridique (tel que l'octroi d'une autorisation par le Congrès ou la proclamation officielle d'un « état d'urgence nationale » assorti de conséquences juridiques claires), il se trouvera, du point de vue de nombreux observateurs juridiques et parlementaires, dans une situation pouvant être qualifiée de « violation manifeste » de la War Powers Resolution, même si l'expérience des dernières décennies montre que les présidents américains, en exploitant les vides et ambiguïtés juridiques ainsi que l'inaction du Congrès, ont souvent relégué cette loi au second plan.

Les analyses publiées par des médias tels qu'Al Jazeera, l'Associated Press et le New York Times soulignent également que Trump, pour des raisons de politique intérieure et compte tenu de la configuration actuelle du Congrès, a peu d'appétence pour demander un vote clair sur une nouvelle autorisation de guerre contre l'Iran. Un tel vote mettrait en lumière de profondes divisions entre républicains, voire au sein de son propre parti, et, en cas d'opposition ou d'hésitation des élus, remettrait en cause la légitimité de la poursuite de la guerre. C'est pourquoi ces analystes jugent probable que la Maison-Blanche, plutôt que de s'engager dans une voie juridique transparente, cherche à multiplier les justifications pour poursuivre les opérations sous des appellations telles que « soutien limité aux forces », « actions dissuasives » ou interprétations techniques de la fin ou de la suspension du conflit, afin de contourner la pression liée au délai de 60 jours.

De manière générale, la conclusion de ces évaluations dans les milieux d'expertise américains est que si, dans les jours et semaines à venir, le Congrès n'adopte ni une nouvelle autorisation formelle pour la poursuite de la guerre ni un état d'urgence assorti d'obligations juridiques claires, toute continuation de la présence militaire et des opérations offensives des États-Unis contre l'Iran sera considérée, par une part significative des juristes et observateurs politiques américains, comme un affaiblissement du rôle législatif du Congrès et une violation, par le président, de l'esprit et de la lettre de la War Powers Resolution, même si les mécanismes concrets permettant de contraindre le président à respecter la loi restent, en pratique, très limités, en particulier au paroxysme d'une crise militaire.

4. Lutte contre la propagande, la guerre psychologique, les mensonges et les tentatives de manipulation de l'opinion publique

Lors de la première audition de Pete Hegseth, secrétaire américain à la guerre, devant la commission des forces armées de la Chambre des représentants, plusieurs membres du Congrès, en particulier démocrates, ont vivement critiqué la gestion de la guerre contre l'Iran. L'un des députés, évoquant avec vigueur la situation du détroit d'Ormuz, a posé la question suivante : « Appelez-vous la fermeture du détroit d'Ormuz une victoire ? », arguant que le résultat des politiques actuelles est qu'une voie maritime qui était ouverte et accessible avant la guerre est désormais pratiquement bloquée, plongeant le commerce mondial de l'énergie dans la crise.



Selon les chiffres fournis par le Pentagone lui-même au Congrès, au moins 13 militaires américains ont été tués et environ 400 blessés depuis le début de la guerre ; en outre, des dizaines d'avions et d'équipements militaires ont été endommagés ou détruits et une partie inquiétante des stocks de missiles stratégiques américains a été consommée – un point à plusieurs reprises souligné dans les médias et au cours de cette audition.

Plusieurs parlementaires ont également attiré l'attention sur la prolongation de la mission du porte-avions USS Gerald R. Ford, ainsi que sur les pressions que cela exerce sur les cycles de maintenance et sur la vie familiale des marins, exprimant leurs inquiétudes quant aux effets de cette guerre sur le moral et la préparation des unités déployées – des préoccupations déjà formulées dans une lettre officielle adressée par le sénateur Tim Kaine à la Marine américaine.

Au cours de cette même séance, la hausse du prix de l'essence et des engrais sur les marchés mondiaux, ainsi que la pression directe de cette flambée sur les familles américaines, ont également été évoquées comme l'une des conséquences de la guerre ; les critiques ont souligné

que ce sont les citoyens ordinaires des États-Unis qui paient le prix d'une guerre à la décision de laquelle ils n'ont pas pris part et dont ils ne tirent aucun bénéfice.

Nombre de membres du Congrès ont en outre rappelé que le gouvernement américain et le secrétaire à la guerre lui-même, quelques semaines seulement avant cette audition, affirmaient publiquement que les États-Unis avaient remporté une « victoire » dans la guerre contre l'Iran, une revendication désormais fortement remise en cause par la persistance de la fermeture du détroit d'Ormuz, les pertes humaines et le poids économique de ce conflit.

Échange entre le représentant Moulton et le secrétaire Hegseth :

Moulton : « Pensez-vous que nous sommes en train de gagner la guerre en Iran ? »

Hegseth : « Absolument. »

Moulton : « Vous appelez la fermeture du détroit d'Ormuz par l'Iran une victoire ? »

Hegseth : « Le blocus que nous avons établi... »

Moulton : « Donc ils nous ont encerclés et nous, nous encerclons leur blocus ? »



Selon les médias américains, le général à la retraite Wesley Clark, ancien commandant de l'OTAN, a reconnu, dans une interview accordée à CNN au sujet des conséquences de la récente guerre contre la République islamique d'Iran, que l'armée américaine « a perdu un grand nombre de radars lors des attaques iraniennes et qu'il est difficile de les remplacer ». Soulignant la forte dégradation des capacités militaires américaines dans ce conflit, il a déclaré : « Aujourd'hui, nos stocks de missiles Tomahawk sont tombés à moins de 50%. Nous avons utilisé environ un tiers de notre capacité d'interception de missiles balistiques et la moitié de nos missiles de haute altitude du système THAAD. »



Le général a précisé que remplacer ces missiles prendra, dans certains cas, « plusieurs années », et que les navires et bâtiments de guerre américains actuellement déployés dans la région auront besoin de remises à niveau et de réparations lourdes pour pouvoir poursuivre leur mission, ce qui constitue à lui seul « une opération d'envergure ». Évoquant le poids financier de cette guerre pour les États-Unis, il a souligné : « Le coût des munitions dans la guerre avec l'Iran a atteint environ 25 milliards de dollars, mais la question de la production et du remplacement de cet armement est plus importante encore que le montant lui-même. »

Un certain nombre de figures conservatrices américaines, dont Tucker Carlson, ancien présentateur de Fox News, et Joe Kent, ancien directeur du Centre national de lutte contre le terrorisme, ont affirmé ces dernières semaines que la décision de Donald Trump de lancer la guerre contre l'Iran était, plus qu'une réponse à une menace immédiate et réelle, le résultat de la pression intense exercée par Israël et son lobby à Washington. Carlson a qualifié cette guerre de « plus grande erreur politique de l'ère Trump », estimant que le président, à rebours de son slogan « America First », s'est placé sous l'influence de Netanyahu et de ses alliés. Joe Kent, dans sa lettre de démission, a écrit que « les États-Unis ne sont entrés en guerre que sous l'effet de la pression massive d'Israël et de son lobby ». Ces critiques rappellent que Trump, durant son premier mandat, s'était à plusieurs reprises opposé aux pressions en faveur d'une attaque directe contre l'Iran, y compris de la part de personnalités comme John Bolton, et que l'opinion publique américaine ne souhaitait pas une vaste guerre au



Moyen-Orient; selon eux, le basculement final vers l'option militaire est intervenu après les attaques du 7 octobre et dans le contexte des campagnes intensives menées par Israël et ses soutiens, même si Trump nie catégoriquement toute « pression » directe d'Israël.

CNN a rapporté, le 29 avril 2026, citant plusieurs sources informées à Washington, que l'estimation officielle de 25 milliards de dollars avancée par le Pentagone pour le coût de la guerre contre l'Iran ne reflète pas l'ampleur réelle des dépenses et que, si l'on inclut la reconstruction des bases américaines dans la région ainsi que le remplacement des équipements et des actifs détruits, le coût véritable pourrait atteindre 40 à 50 milliards de dollars.



Tom Fletcher, secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des affaires humanitaires, a déclaré dans une interview à l'AFP, le 29 avril 2026, que le montant que le Pentagone a dépensé jusqu'ici pour la guerre contre l'Iran (environ 25 milliards de dollars) équivaut à l'ensemble du budget demandé par l'ONU pour ses programmes d'aide humanitaire pour l'année 2026, destinés à venir en aide à plus de 87 millions de personnes dans le monde.



Gianni Infantino, président de la Fédération internationale de football (FIFA), a affirmé dans son discours d'ouverture au Congrès annuel de la FIFA, à Vancouver, que la présence de l'équipe nationale d'Iran à la Coupe du monde 2026 reste pleinement assurée : « Bien sûr, l'Iran participera à la Coupe du monde 2026, et bien sûr, l'Iran jouera aux États-Unis. La raison en est très simple : nous devons être unis. Nous devons rassembler les peuples. C'est ma responsabilité. »



La chaîne Al Jazeera, dans un rapport intitulé « 25 milliards ou 1 000 milliards de dollars : combien la guerre contre l'Iran a-t-elle vraiment coûté aux États-Unis ? », met en lumière l'écart profond entre les chiffres officiels du Pentagone et les estimations des économistes et responsables politiques américains quant au coût de cette guerre :



1. Opacité sur les coûts réels : un haut responsable du Pentagone a indiqué devant la commission des forces armées de la Chambre que la guerre contre l'Iran a, jusqu'à présent, coûté environ 25 milliards de dollars, principalement en munitions et dépenses opérationnelles. Cependant, des dirigeants démocrates du Congrès et plusieurs économistes de renom jugent ce chiffre « gravement sous-estimé ». Ro Khanna, député démocrate, a estimé lors de la même audition que, si l'on tient compte des effets inflationnistes de la guerre sur les prix des carburants et des denrées alimentaires et de la pression sur les moyens de subsistance de 330 millions d'Américains, le coût réel pourrait se situer autour de 630 milliards de dollars, soit près de 5 000 dollars par foyer.
2. De 630 milliards à 1 000 milliards de dollars : Linda Bilmes, professeure de finances publiques à la Kennedy School de l'université Harvard, souligne que, si l'on intègre les coûts de long terme – soins aux anciens combattants, intérêts de la dette, usure et remplacement

des stocks d'armements – le total pourrait atteindre environ 1 000 milliards de dollars. Elle rappelle qu'en ce qui concerne la guerre d'Irak, les estimations initiales de l'administration George W. Bush évoquaient quelques dizaines de milliards, alors que le coût réel s'est élevé à environ 2 000 milliards de dollars, voire davantage.

3. Une « guerre d'attrition à bas coût » du point de vue militaire : plusieurs analyses militaires – notamment dans des médias tels que le South China Morning Post et le Japan Times – soulignent que l'un des acquis stratégiques de l'Iran est d'avoir imposé aux États-Unis une « guerre d'attrition bon marché » : des drones suicides de type Shahed coûtant entre 20.000 et 50.000 dollars contraignent Washington à engager des missiles sol-air Patriot d'environ 4 millions de dollars l'unité. Ces analyses avertissent que, si ce déséquilibre de coûts perdure, les stocks de missiles de défense aérienne occidentaux se videront à un rythme très élevé, alors que les capacités industrielles ne suivent pas la même cadence.
4. Impacts sur les infrastructures militaires et coûts cachés : l'estimation officielle de 25 milliards de dollars du Pentagone ne couvre qu'une partie des dépenses et ne tient pas compte de la reconstruction complète des bases endommagées au Moyen-Orient ni du remplacement des avions et équipements perdus. Des sources informées évaluent, dans des rapports distincts, à « plusieurs centaines de millions de dollars » les travaux de réparation et de renforcement de certaines bases américaines majeures dans la région. Des médias et analystes indépendants soulignent en outre que les coûts indirects – perturbations des chaînes d'approvisionnement en armements, pression sur les budgets de l'éducation et des programmes sociaux aux États-Unis, hausse des primes d'assurance et du risque pour les entreprises privées – ne sont pas inclus dans l'estimation officielle du Pentagone.
5. Crise des carburants et pression sur le niveau de vie aux États-Unis : la fermeture ou la restriction du passage dans le détroit d'Ormuz, conjuguée à une baisse de l'offre, a fait grimper le Brent jusqu'à environ 120 dollars le baril, ce qui a provoqué une hausse sensible des prix de l'essence aux États-Unis et en Europe. Dans certains États américains, le prix de l'essence a dépassé 4 dollars le gallon, devenant l'un des principaux facteurs de mécontentement envers l'administration Trump dans son second mandat.
6. Héritage de long terme et budget de la défense : Bilmes et d'autres experts estiment que les 25 milliards annoncés aujourd'hui ne représentent que « la pointe de l'iceberg » et que la charge principale se matérialisera dans les décennies à venir, à travers les dépenses liées aux anciens combattants, la reconstitution du potentiel militaire et les intérêts de la dette publique. Parallèlement, le Pentagone a demandé, en pleine guerre, un budget d'environ 1500 milliards de dollars pour l'exercice 2027, ce que de nombreux analystes considèrent comme la plus forte expansion militaire américaine depuis la Seconde Guerre mondiale.
7. En résumé, il existe un écart considérable entre l'estimation officielle du Pentagone et les évaluations des économistes indépendants sur le coût de la guerre contre l'Iran, écart qui va de 25 milliards de dollars annoncés à une fourchette de 630 milliards à 1 000 milliards si l'on inclut les impacts macroéconomiques et les coûts de long terme. Selon Bilmes, « cette guerre coûte environ deux milliards de dollars par jour en dépenses directes aux États-Unis, et ce n'en est que la pointe de l'iceberg », une masse de coûts qui pourrait peser sur le budget et l'économie américaines pendant des décennies.

5. Situation du marché de l'énergie et effets de la crise dans la région

Au cours des deux derniers jours, le marché mondial de l'énergie est resté en « état d'alerte » sous l'ombre de la guerre contre l'Iran et de l'insécurité persistante dans le détroit d'Ormuz. À la suite de la montée des tensions autour du blocus maritime de l'Iran, le prix du Brent a atteint en

séance, le 30 avril, environ 126 dollars le baril, avant de clôturer à un niveau proche de 110 dollars, soit environ 80% de plus qu'à la même période l'an dernier – signe que le marché du pétrole est entré dans une phase de prix durablement élevés et indicateur de l'ampleur des inquiétudes liées à la poursuite de la crise dans le golfe Persique.

Sur le marché du gaz, l'indice du gaz naturel d'Europe occidentale (TTF) s'établissait, à la fin avril, autour de 46 euros par MWh, soit environ 45% de plus que l'an dernier. Cette envolée sur le marché de gros se répercute

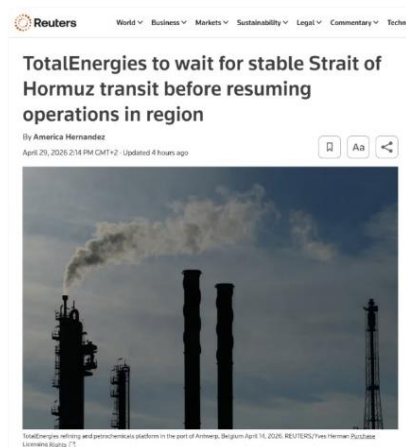
directement sur les prix de détail : la Commission de régulation de l'énergie (CRE) en France a annoncé que le « prix repère » de vente du gaz aux ménages augmenterait de 15,4% à compter du 1er mai.

Les analyses européennes montrent que le prix des carburants à la pompe, en particulier de l'essence et du gazole, a augmenté de 15 à plus de 25% dans de nombreux pays depuis le début de la guerre contre l'Iran, certains États d'Europe centrale et du Nord figurant parmi les plus touchés par ce choc. Parallèlement, les études spécialisées du secteur agricole en Europe indiquent que la fermeture ou la restriction du passage des navires par le détroit d'Ormuz affecte environ un tiers du commerce maritime mondial des engrais chimiques et plonge le marché mondial de l'urée et des autres engrais dans une situation de tension structurelle, perçue par les syndicats et ministres de l'Agriculture européens comme une menace directe pour la sécurité alimentaire dans les années à venir.

Dans l'ensemble, ces évolutions montrent que, même si la volatilité quotidienne des prix se modère temporairement, le niveau actuel des prix du pétrole, du gaz, des carburants et des engrais reste préoccupant pour les économies importatrices – en particulier en Europe – et que la persistance de l'entrave ou de l'insécurité dans le golfe Persique risque d'accroître ces pressions dans les prochains mois et saisons, alimentant de nouvelles vagues inflationnistes dans les secteurs de l'énergie et de l'alimentation.

Dans un rapport daté du 29 avril 2026, l'agence Reuters a indiqué, citant Patrick Pouyanné, directeur général de TotalEnergies, que la société ne reprendrait pas pleinement sa production au Moyen-Orient tant que le trafic maritime dans le détroit d'Ormuz n'aurait pas retrouvé une situation stable et sûre. Selon lui, environ 15% de la production amont de pétrole et de gaz de TotalEnergies est actuellement à l'arrêt faute de pouvoir évacuer les cargaisons via le détroit d'Ormuz. Le même rapport et d'autres reprises médiatiques soulignent qu'au moins neuf pétroliers liés au groupe sont bloqués ou en attente dans le golfe Persique et à proximité du détroit, certains ayant dû rebrousser chemin après l'attaque d'un autre navire.

Pouyanné a précisé qu'un retour complet à la normale nécessite, une fois la stabilité du trafic assurée, un délai de deux à trois mois. Il a insisté sur le fait que la reprise intégrale de la production dépend, avant tout, de la sécurité et de la stabilité des voies maritimes dans le détroit d'Ormuz et de la possibilité pour les navires transportant du pétrole et du gaz de quitter cette voie stratégique en toute sûreté.



Friedrich Merz, chancelier allemand, a déclaré, dans des propos tenus les 28 et 29 avril 2026 à Berlin, au sujet des conséquences de la guerre contre l'Iran : « J'ai, dès le départ, exprimé des doutes quant à l'opportunité de cette guerre, et je les ai répétés à plusieurs reprises. Nous souffrons, en Allemagne et en Europe, de manière significative de ses conséquences, par exemple de la fermeture du détroit d'Ormuz. Cette situation a un impact direct sur notre approvisionnement énergétique et des effets considérables sur nos performances économiques ; c'est pourquoi j'exerce des pressions pour trouver une solution à ce conflit ».



6. Protestation contre la guerre et solidarité des peuples de la région avec l'Iran

En dépit des efforts répétés de Donald Trump pour justifier l'agression militaire contre l'Iran, les sondages nationaux montrent qu'à peine environ un tiers des citoyens américains soutiennent cette guerre, tandis que la majorité s'y oppose ou la considère comme une erreur. Dans une enquête conjointe Reuters/Ipsos, seuls 27 à 29% des personnes interrogées approuvent le déclenchement de la guerre contre l'Iran, plus de 40% la désapprouvent et environ 60% expriment leur inquiétude face au risque d'enlèvement dans un conflit de longue durée.



Ces sondages montrent également que l'opinion publique américaine est profondément préoccupée par l'impact de la guerre sur le pouvoir d'achat et les dépenses quotidiennes : plus des deux tiers des Américains s'attendent à une hausse significative du prix de l'essence et des carburants, et beaucoup craignent de ne plus pouvoir maintenir leur niveau de vie actuel.

Sur le plan de la politique étrangère, les données d'instituts comme Gallup et CNN indiquent que le soutien de l'opinion américaine à Israël est tombé à son niveau le plus bas depuis des décennies et que, pour la première fois, la proportion de personnes se disant plus solidaires des Palestiniens dépasse celle des sympathisants d'Israël – évolution interprétée comme le reflet d'une lassitude croissante face aux guerres répétées au Moyen-Orient et au rôle d'Israël dans la montée des tensions.

Dans ce contexte, les déclarations répétées de Trump revendiquant une « victoire » dans la guerre contre l'Iran apparaissent en net décalage avec la perception de la plupart des Américains quant aux réalités militaires et économiques du conflit ; les sondages montrent qu'une grande partie de l'opinion ne voit pas dans cette guerre un succès, mais plutôt une source accrue d'insécurité, de cherté de la vie et d'isolement international des États-Unis.

Joe Kent, ancien directeur du Centre national de lutte contre le terrorisme, a déclaré sur le réseau X que le blocus maritime des ports iraniens par Washington « exerce en réalité plus de pression sur les États-Unis que sur l'Iran ». Selon lui, ce blocus ne contraindra pas l'Iran à arrêter l'enrichissement d'uranium, son programme de missiles balistiques ou son réseau de groupes alliés, mais nuira surtout au peuple américain et fera peser une pression politique considérable sur Donald Trump. La flambée des prix du carburant affectera directement la classe ouvrière américaine et risque de mettre en difficulté la majorité républicaine lors des élections de mi-mandat de novembre. Il estime, en outre, que le déploiement de trois groupes aéronavals et l'accumulation massive de capacités aériennes américaines dans la région pour faire respecter ce blocus ne sont « ni durables ni



soutenables » et que les répercussions mondiales de cette situation « accroissent davantage la pression sur les États-Unis eux-mêmes que sur l’Iran ».

Dans sa lettre de démission, rendue publique les 16 et 17 mars 2026, Kent écrivait déjà : « En conscience, je ne peux pas soutenir la guerre en cours en Iran. L’Iran ne constituait pas une menace immédiate pour notre pays et il est clair que nous avons engagé cette guerre sous la pression d’Israël et de son puissant lobby aux États-Unis. » Dans les entretiens qu’il a accordés ensuite à des médias comme Democracy Now et le New York Times, il a réaffirmé que l’entrée en guerre des États-Unis contre l’Iran relevait davantage de pressions politiques extérieures et de campagnes d’information que d’une menace réelle et imminente.

Les chaînes d’information américaines, notamment Fox News, ont diffusé les 28 et 29 avril 2026 des images de la confrontation entre un groupe de manifestants et Pete Hegseth à son arrivée au Congrès pour l’audition consacrée à la guerre contre l’Iran. Sur ces vidéos, on voit des manifestants brandir des pancartes, dont certaines portant l’inscription « Arrest Hegseth », le qualifiant de « criminel de guerre » et scandant des slogans contre la guerre des États-Unis et d’Israël contre l’Iran. Dans plusieurs vidéos reprises par Fox News, The Independent et des chaînes locales, on entend des manifestants lui crier : « Pourquoi avez-vous ordonné le bombardement d’une école pour enfants ? » et « Vous devriez avoir honte de vous ! ». Un autre manifestant demande, en référence aux pertes militaires américaines : « Combien de soldats américains doivent mourir pour Israël ? » Hegseth, sans répondre, entre dans le bâtiment du Congrès, puis, au début de la séance, récite une prière demandant à Dieu de protéger les forces américaines sur le champ de bataille.



Friedrich Merz, chancelier allemand, qui, lors de l’agression conjointe des États-Unis et du régime israélien contre l’Iran en juin 2025, avait déclaré en marge du sommet du G7 au Canada, à propos des frappes israéliennes, qu’« Israël fait le sale boulot à la place de nous tous », reconnaît désormais, dans ses nouvelles analyses, que cette guerre tourne à l’avantage de l’Iran et au détriment de Washington. Dans un récent discours devant des étudiants à Marsberg et dans des interviews accordées à des médias internationaux, il a affirmé que les États-Unis « sont humiliés dans cette guerre par la direction iranienne » et a déclaré : « Les Iraniens sont manifestement beaucoup plus forts que ce que l’on imaginait auparavant ». Évoquant l’impasse diplomatique entre Téhéran et Washington, il a ajouté que les responsables iraniens « sont extrêmement habiles dans l’art de la négociation – et plus encore dans celui de ne pas négocier –, au point de laisser les Américains se rendre à Islamabad pour en revenir les mains vides ».



7. Efforts diplomatiques

Entretien entre les présidents d’Iran et de Biélorussie : Pezeshkian a souligné que les attaques répétées des États-Unis et du régime sioniste contre les infrastructures iraniennes ont entraîné une perte totale de confiance de Téhéran à l’égard de Washington et que ces actes constituent des crimes de guerre. Le président Alexandre Loukachenko a insisté sur l’importance de la



confiance mutuelle dans les négociations et le développement des relations bilatérales, et a exprimé son inquiétude face à l'escalade des tensions régionales.

Entretien téléphonique entre le Président de la République islamique d'Iran et le Premier ministre du Japon :

Pezeshkian a déclaré que les propos provocateurs des responsables américains, concomitants au blocus des ports iraniens, sont inacceptables et contraires au droit et aux normes internationaux, et qu'ils ne font que rendre la situation régionale plus complexe. Il a réaffirmé la détermination de l'Iran à poursuivre la voie diplomatique en vue d'aboutir à une solution juste, garantissant les droits de l'Iran et l'instauration de la paix et de la stabilité dans la région, et a souligné que cela suppose l'arrêt des revendications excessives et des actes provocateurs de la partie américaine. Le Premier ministre japonais a déclaré que le Japon estime que la poursuite des dialogues et des consultations contribue à réduire les tensions régionales et a exprimé l'espoir que les négociations entre l'Iran et les États-Unis reprennent prochainement et conduisent, à terme, à un accord définitif.



Entretiens téléphoniques de Seyyed Abbas Araghchi avec les ministres des Affaires étrangères de la région, notamment ceux de la Turquie, de l'Égypte, du Qatar, de l'Arabie saoudite, de l'Irak et de la République d'Azerbaïdjan :

Le ministre des Affaires étrangères a informé ses homologues des dernières positions et initiatives de la République islamique d'Iran en vue de mettre fin à la guerre et à l'agression des États-Unis et du régime sioniste.



Entretien téléphonique de Seyyed Abbas Araghchi, ministre des Affaires étrangères, avec le Haut Représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, portant sur les développements régionaux et internationaux les plus récents.



Entretien téléphonique de Seyyed Abbas Araghchi avec le ministre des Affaires étrangères de l'Inde :

Le ministre iranien a informé son homologue indien de la situation régionale, des conséquences de la poursuite des actions illégales des États-Unis menaçant la liberté de navigation internationale, ainsi que des dernières évolutions des négociations visant à mettre fin à la guerre imposée contre l'Iran. Il a considéré l'insécurité imposée au golfe Persique et au détroit d'Ormuz comme le résultat direct des actions agressives des États-Unis et du régime sioniste contre l'Iran et a insisté sur la nécessité de les tenir pour responsables des conséquences sécuritaires et économiques de leurs actes pour le monde entier. Le ministre indien des Affaires étrangères a réaffirmé la position de principe de son pays en faveur de la diplomatie pour mettre fin au conflit et régler les différends.



Rencontre entre Mme Mirjana Spoljaric Egger, présidente du Comité international de la Croix-Rouge, et le ministre des Affaires étrangères :

Araghchi a déclaré que l'agression militaire des États-Unis et du régime sioniste contre l'Iran constitue une violation flagrante des principes de la Charte des Nations unies, en particulier du paragraphe 4 de l'article 2, et qu'elle a, dès les premières heures, été accompagnée de violations graves du droit international humanitaire, notamment par l'attaque de l'école Shajareh Tayebeh de Minab, le massacre d'enfants iraniens et l'assassinat ciblé de dirigeants iraniens, et qu'elle s'est poursuivie, pendant 40 jours, par des crimes les plus atroces contre l'humanité. Il a souligné que la République islamique d'Iran, tout en documentant ces crimes odieux, attend du Comité international de la Croix-Rouge, des autres institutions humanitaires et de chaque État qu'ils respectent leurs obligations juridiques et morales au titre des instruments de droit international humanitaire, notamment les quatre Conventions de Genève de 1949.



La présidente du CICR a exprimé son profond regret face à la mort de civils iraniens et au ciblage d'objectifs non militaires, en particulier les écoles, les hôpitaux et les zones d'habitation, lors du conflit récent. Exposant les objectifs de sa visite à Téhéran, elle a insisté sur l'importance de la protection du droit international humanitaire pour la sauvegarde des civils et des infrastructures vitales en temps de conflit armé. Se référant à sa récente déclaration, elle a rappelé que les déclarations de menace visant notamment des infrastructures civiles peuvent constituer des crimes de guerre.

Entretien téléphonique entre les ministres des Affaires étrangères d'Iran et de Pologne :

Seyyed Abbas Araghchi s'est entretenu par téléphone avec Radoslaw Sikorski, ministre polonais des Affaires étrangères, au sujet des relations bilatérales et des dernières évolutions régionales. Le ministre iranien a informé son homologue de la situation sécuritaire en Asie occidentale et des conséquences pour la sécurité régionale des actions agressives des États-Unis et du régime sioniste contre l'Iran. Il a qualifié l'insécurité imposée au golfe Persique et au détroit d'Ormuz de conséquence directe de l'agression militaire des États-Unis et d'Israël, et a insisté sur la nécessité pour tous les pays d'adopter une position claire et ferme condamnant la piraterie maritime américaine et les menaces contre la navigation internationale.



Le ministre polonais des Affaires étrangères, exprimant sa solidarité avec les familles des victimes de la récente guerre, a réaffirmé la position de principe de son pays en faveur du recours à la diplomatie pour mettre fin au conflit et instaurer la paix. Les deux ministres ont également abordé certaines questions consulaires.

Entretien téléphonique entre les ministres des Affaires étrangères d'Iran et du Kenya :

Dr Seyyed Abbas Araghchi et Musalia Mudavadi, ministre kenyan des Affaires étrangères, ont échangé par téléphone sur l'état des relations bilatérales et les dernières évolutions régionales et internationales. Le ministre iranien a rappelé la nécessité d'une action internationale résolue pour défendre la Charte des Nations unies et tenir les États-Unis pour responsables de leurs violations du droit et des crimes



commis. Le ministre kenyan a, pour sa part, souligné la nécessité de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale des États, de renoncer au recours à la force et l'importance de la diplomatie pour instaurer la paix dans la région.

Entretien téléphonique du ministre des Affaires étrangères avec le président du Parlement du Liban :

Dr Seyyed Abbas Araghchi s'est entretenu, par téléphone, avec M. Nabih Berri, président de l'Assemblée nationale libanaise, des derniers développements régionaux.

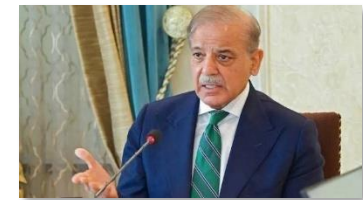


Entretien téléphonique du ministre des Affaires étrangères avec le ministre des Affaires étrangères de Suisse :

Dr Seyyed Abbas Araghchi et Ignazio Cassis, chef du Département fédéral des affaires étrangères, ont échangé sur les relations bilatérales et les évolutions régionales et internationales les plus récentes.



Déclaration du Premier ministre pakistanais Shahbaz Sharif : « Les efforts pour parvenir à un cessez-le-feu et instaurer la paix au Moyen-Orient se poursuivent. Nos récentes initiatives ont contribué à prolonger le cessez-le-feu entre Washington et Téhéran. Les contacts diplomatiques avec l'Iran continuent. Nous faisons face à une situation difficile ».



8. Participation massive et continue de la population

Téhéran



Tribus nomades du Fars



Shiraz



Khorramabad



Qazvin



**Service de la diplomatie publique
Ambassade de la République islamique d'Iran en France**

Un mariage célébré lors d'une manifestation nocturne à Qazvin



Téhéran, place de la Révolution : présence et déclaration de loyauté du chef de la communauté juive d'Iran à l'ayatollah Seyyed Mojtaba Khamenei, Guide de la Révolution.

